



Résistances

ATTAC Biterrois
enkidou@club-internet.fr
 Réunions les 1^{er} et 3^{ème}
 lundis du mois à Béziers.
 18h30, 2 rue Voltaire à
 Béziers.
 Renseignements
 Alain 04 67 39 19 08

ATTAC Jaur Sommail
Lacigale-stpons@wanadoo.fr
 Réunions le 2^{ème} mercredi de
 chaque mois au tabac La Cigale
 (Route de Castres à Saint Pons)
 à midi et demi.
 Renseignements
 Pierre 04 67 97 17 88
 Permanence mercredi sur le
 marché de Saint Pons

ATTAC Bédarieux
 Réunions les 1^{er} et 3^{ème} mardis
 de chaque mois.
 Renseignements
 Denis 04 67 95 14 99



Et je suis pas encore Président !

Résistances est un art collectif.
 Supplément à Ligne d'ATTAC.
 Envoyez vos articles pour le
 prochain journal à
serge.rec@free.fr ou A Fauré,
 19 chemin du Mas Bouran,
 34290 Servian
 Imprimé par nos soins sur
 papier recyclé.

Il faut relégitimer l'impôt !

Depuis une vingtaine d'années à peu près, une des pratiques favorites des gouvernements de droite – mais aussi de gauche... – a été de baisser les impôts (directs sur le revenu) des plus riches. Aussitôt le budget en était déséquilibré. Et la presse de droite d'accuser les fonctionnaires, par leur nombre d'être responsables d'un déficit... qui n'existait pas avant que les recettes ne baissent ! C'est à la mode, campagne démagogique... ou électorale oblige de dénigrer l'impôt.

Et pourtant... L'impôt quoiqu'on en pense, quel que soit le montant que l'on doive acquitter chaque année, est le meilleur outil démocratique pour que s'exerce la solidarité. Solidarité entre générations, mais aussi solidarité entre ceux à qui la vie a donné plus et ceux qui souffrent.

Bien sûr que l'impôt est nécessaire, mais il ne doit pas être détourné de sa fonction légitime qui est de financer le bien et service public. Et tout le monde doit contribuer au pot commun.

Et il est important que l'impôt soit équitablement réparti : chacun doit contribuer à la hauteur de ses moyens au financement du bien commun. C'est faire acte de citoyenneté, c'est un devoir civique.

L'impôt n'est pas qu'un choix de pure technique mais révèle une vision du monde, un choix de société.

L'impôt, c'est la mise en chiffres d'une ambition politique ! Rendre la société et donc l'impôt plus justes, voilà toute l'ambition.

La remise en cause de la progressivité de l'impôt sur le revenu, la création d'un bouclier fiscal ou encore le projet de suppression des droits de succession participent d'une logique unique et redessinent les contours d'une même société. Une société que l'on pensait disparue. C'est la « revanche du rentier ».

Tous les libéraux qui ne donnent à l'Etat qu'une vocation minimale – justice, sécurité et défense – partent en croisade contre l'impôt. C'est le slogan de Chirac en 1995 « Moins d'Etat », la théorie libérale américaine « d'affamer l'Etat ». Pour les libéraux, un Etat puissant est une gêne. Pour le peuple, c'est en fait une chance : une possibilité de redistribution des richesses créées.

RENCONTRE-DEBAT sur la FISCALITE

avec **G. GOURGUECHON** du comité scientifique d'ATTAC
 et **Ph. SICARD** du Syndicat National Unifié des Impôts

**Samedi 14 avril de 14h à 18h à La Pastorale
 16 rue de la Rotonde à Béziers**

Quelques chiffres tirés du livre d'Attac "Vivent les impôts !"

En France, le taux de prélèvements obligatoires est de 44 % du P.I.B., contre 37 % pour la moyenne de l'OCDE (et 26,4 % pour les Etats-Unis).

Mais

- Dans certains pays, des prélèvements n'apparaissent pas dans la liste de ceux qui sont obligatoires. Ainsi, en 2002, l'assurance maladie aux Etats-Unis (14 %), les contributions aux retraites des employeurs privés (7 %) aux Etats-Unis ou les assurances complémentaires (3 %) en Allemagne.

- En 2000, les prélèvements fiscaux hors cotisations sociales sont en France de 27,7 % du P.I.B. (contre 28,7 au Canada, 19,5 aux Etats-Unis, 29,7 au Royaume-Uni et 27 pour la moyenne OCDE).

- En 2002, l'impôt sur le revenu des personnes physiques est de 17,3 % des recettes fiscales en France, 29,8 au Royaume-Uni, 37,7 aux Etats-Unis, 18,4 au Japon et 34,4 en Suisse.

- L'impôt sur le patrimoine est de 7,5 % des recettes fiscales en France, 12 au Royaume-Uni, 11,9 aux Etats-Unis, 10,8 au Japon et 8,6 en Suisse.

- L'impôt sur les bénéfices des sociétés est de 6,6 % des recettes fiscales en France, 8,1 au Royaume-Uni, 6,7 aux Etats-Unis, 12,2 au Japon et 8,8 en Suisse.

- En France, en 2005, la TVA et la TIPP font 54 % des recettes fiscales. L'impôt sur le revenu 16 % et l'impôt sur les sociétés 14,76 %.

- De 1970 à 1996 en France, l'imposition du capital est passée de 5,8 % à 8,3 % du PIB (+ 43 % d'augmentation), l'imposition du travail de 16,4 % à 25,8 % (+ 57 % d'augmentation).

- Selon le Conseil des impôts, en 1998 les contribuables les plus riches ont bénéficié de 86 % des réductions d'impôts et la tranche des plus faiblement imposables de... 0 % !

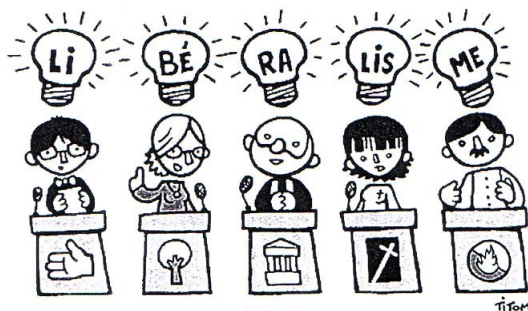
- La CSG est payée à 67 % par les revenus du travail, à 11 % par ceux du capital en 1999.

- En 2002 elle a rapporté 63,3 milliards contre 50 milliards à l'impôt sur le revenu.

- L'impôt sur les sociétés, en théorie au taux de 41,6 %, est après déductions (pertes, amortissements, provisions) en fait de 16,7 %.

- La fraude fiscale est d'après l'INSEE de 50 milliards, sur 250 milliards de recettes !

Elections présidentielles



Pourquoi autant de partis politiques
pour proposer toujours la même idée?

Un livre à lire absolument : Pesticides, Révélation sur un scandale Français

Les pesticides sont partout. Les cancers et les maladies neurologiques se multiplient. Cet ouvrage donne des noms, livre des dates, fouille des archives.

- **oui** on a truqué des congrès prétendument scientifiques
- **oui** les industriels ont infiltré les commissions officielles chargées du contrôle des pesticides
- **oui** l'agriculture « raisonnée » est une farce, une incroyable manipulation

En lisant ce récit passionnant vous découvrirez le rôle scandaleux de la Haute Administration dans la mort de millions d'abeilles.

Vous découvrirez comment on dissimule des milliers de malades.

Vous découvrirez une vérité que personne ne pouvait soupçonner.

Les auteurs : - le journaliste F. Nicolino qui a collaboré à Politis, Géo, Télérama, Le Canard Enchaîné. Aujourd'hui à Terre Sauvage.

- F. Veilleurette président du MDRGF (Mouvement pour le Droit et le Respect des Générations Futures)

Il n'est pas étonnant que la grande presse passe sous silence ces révélations.

Fayard – 20 € Figure dans notre documentation. N'hésitez pas à le demander à Serge Recoules Tél : 04 67 37 92 76 mel : serge.rec@free.fr

Serge

GUIDE des produits AVEC ou SANS OGM



GREENPEACE
GREENPEACE

La crise viticole.

Il y a 17 ans, les cours des vins rouges bas de gamme, issus de Carignan et d'Aramon, tournaient autour de 50 € l'hectolitre. Aujourd'hui les vins de Muscat (haut de gamme) se vendent à50 € l'hectolitre !

Que s'est il passé pour qu'après tant d'années d'efforts, d'encépagements, d'investissements en cave, nous soyons tombés si bas.

A la lecture du discours de Raoul Marc JENNAR le 19 novembre 2006 à Maraussan, quelques éléments d'explication s'imposent.

La baisse de consommation

La politique de dénigrement systématique et les contrôles à répétition ont amené une grande partie de la population à consommer d'autres boissons que le vin.

« Les pouvoirs publics se sont faits les alliés de Coca-Cola plutôt que des vignerons qui depuis 60 ans ont consenti des efforts énormes pour privilégier la qualité. »

La libre concurrence

L'arrivée sur le marché mondial d'une quantité de vin supérieure à la quantité consommée tire automatiquement les prix vers le bas. La levée de toutes les protections sur le marché national met en concurrence directe des produits qui ne répondent pas aux mêmes contraintes de production. « Il manque chaque année au moins 1000 euros à l'hectare non pas pour vivre décemment, mais seulement pour couvrir les frais d'exploitation. »

La Grande Distribution

En France, 80% des vins sont achetés par les grandes surfaces. Dans le commerce traditionnel le producteur fixait son prix de vente, le négociant ajoutait sa marge et le commerçant faisait de même pour arriver au prix de vente au consommateur. Avec la Grande Distribution, c'est la centrale d'achat qui fixe le prix d'achat, le négociant qui déduit sa marge et fixe au producteur le prix d'achat souvent en dessous des coûts de production.

Que propose la Commission Européenne pour sortir de la crise ?

Arrachage

En cinq ans, 400 000 hectares de vignes doivent disparaître permettant ainsi aux importations de vin du monde entier d'inonder la France. « C'est ainsi qu'au nom du libéralisme, on brade une des richesses du patrimoine agricole et culturel de l'Europe. Parce que la suprématie du vin européen serait menacée, la Commission ne propose rien d'autre que d'y mettre fin. »

Dérégulation

Plus de règles : le marché doit fixer les prix. Plus d'aides au stockage, à la distillation, à l'enrichissement et à la plantation qui permettraient aux exploitants de survivre. « Il faut rappeler que l'Union européenne n'a contracté aucune obligation juridique contraignante de suppression des subventions à la production et à l'exportation du vin européen et qu'invoquer les règles de l'O.M.C. relève tout simplement du mensonge. »

Etiquetage

Plus de label qualitatif : disparition de l'Appellation d'Origine Contrôlée et toute autre possibilité de reconnaître l'origine et les efforts qualitatifs des syndicats de producteurs. « On renonce aux règles existantes pour faciliter la vente de vins non européens en faisant disparaître la possibilité d'identifier leur qualité. »

Les règles de l'Art

Pendant un siècle la profession avait réussi à empêcher les multinationales de l'agroalimentaire d'introduire leurs pratiques dans les caves. Etre vigneron, c'était être un artisan.

Et maintenant, comme un vulgaire yaourt produit par les chimistes de l'agro, tout devient possible : arômes artificiels de banane pour les blancs, copeaux de chêne (en attendant l'arôme chêne) pour les rouges, plans de vignes génétiquement modifiés etc., etc. « On renonce, pour plaire aux Etats-Unis à tout ce qui fait la qualité de nos vins et on insulte ainsi le travail de générations de viticulteurs qui inlassablement, ont recherché une qualité toujours plus grande. »

Les conséquences de ce sabotage européen sont dès à présent visibles : le nombre d'exploitations en faillite se multiplie ; les vignes s'arrachent ; les salariés agricoles se retrouvent sans emploi, rejoints par les anciens propriétaires espérant un reclassement sur une exploitation survivante.

Quelles solutions ?

Regarder de près les programmes des candidats aux différentes élections ! Et voter en conséquence ! « Aujourd'hui, l'agression est européenne, mais elle est européenne parce qu'il y a des complicités nationales. En effet, ce que la Commission européenne propose doit avoir l'accord des gouvernements (...) la première réponse appartient aux vignerons eux-mêmes : il faut faire l'unité de la viticulture paysanne européenne et organiser la riposte au niveau européen avec une détermination sans faille. »

Maintenir coûte que coûte les structures professionnelles (syndicats d'appellation, syndicats et associations de salariés,...) et les utiliser comme moyen de pression sur les élus locaux et nationaux. « Exigeons une véritable protection de la viticulture européenne. Se protéger est un droit. Aujourd'hui, au nom du libre-échange le plus sauvage, on veut nous interdire toute protection. Une Union Européenne qui ne protège pas les spécificités de l'Europe doit changer. Sinon, elle prouve qu'elle ne sert à rien. »

La culture du vin mérite que l'on se batte pour elle.

Bernard

« Tu verras, quand la Chine s'éveillera, on boira plus que du picrate chinois, du Mao Villages, du Clos Bouddha ou du château Pékin ! »

René Fallet

Retour sur la Françafrique

L'ouvrage de **François-Xavier Verschave** « **De la Françafrique à la Mafiafrique** » (éd Tribord, 2004) retrace l'exploitation de pays africains par l'Etat et des entreprises français à partir de 1958. C'est à cette date que sont instaurés les **rouages de la Françafrique** : De Gaulle programme l'indépendance des colonies françaises au sud du Sahara mais confie à Jacques Foccart le soin de les garder officieusement sous contrôle. En agissant ainsi il veut conserver des Etats à sa botte qui voteront dans le sens qu'il voudra à l'ONU ; avoir accès à des matières premières (pétrole, uranium, bois, cacao etc) ; financer le parti gaulliste grâce aux prélèvements sur l'aide publique au développement et à la vente de matières premières ; dans le contexte de la guerre froide, maintenir ces territoires dans le camp anticommuniste.

Ce système concerne la **totalité des ces sociétés africaines** : la politique, l'économie, les finances, le militaire, la police en dépendent. Des chefs d'Etat « amis de la France » sont recrutés par Foccart pour les services secrets français tel Omar Bongo pour le Gabon. Ils sont encouragés à confondre argent public et argent privé et accumulent des richesses d'un montant égal à la dette extérieure de leur pays comme Mobutu au Zaïre. Des anciens membres de l'OAS (Organisation de l'Armée Secrète) sont employés par les polices politiques. Dans certains pays des polices tortionnaires sont mises en place. Dans les cas de force majeure des mercenaires du type Bob Denard interviennent dans un souci de discrétion. Les mouvements indépendantistes sont bien sûr anéantis : au Cameroun 100 000 à 400 000 personnes ont été tuées entre 1957 et 1970 ; des élus sont assassinés ; la fraude électorale est utilisée massivement.

Pour exister la Françafrique **détourne de l'argent** et constitue des **caisses noires**. Le franc CFA (Colonies françaises d'Afrique) a servi à faire évader des capitaux de ces pays : au moment des campagnes électorales françaises une aide financière leur était envoyée soi-disant pour leur permettre de payer leurs fonctionnaires. Ces francs CFA était en fait convertis en Suisse, partagés entre le chef d'Etat africain et le responsable politique français en question. De l'argent public a donc financé des campagnes électorales et accru la fortune de certains. Ces pratiques et d'autres ont gonflé démesurément la dette du Tiers Monde. Des entreprises sont également créées pour les besoins des services secrets : c'est le cas de Elf qui comptait au moins 400 agents secrets ; l'argent tiré du pétrole a été utilisé pour mener des guerres (contre le Nigéria pour lui prendre son pétrole), perpétrer des coups d'Etat. « Pour détourner de l'argent, des entreprises de sécurité ou liées aux missions de coopération facturent deux à trois fois le coût de leurs prestations ».

Au fil du temps, le sort de l'Afrique a été **lié de plus en plus étroitement aux actions menées par la France**. Des franc-maçon, des sectes, des dirigeants de grands médias tel TF1, le lobby nucléaire sont venus se greffer sur cet ensemble. Au Congo-Brazzaville, Elf s'est occupé de la vente du pétrole, de la gestion de la dette de ce pays et a fourni des armes aux deux camps lors de la guerre civile dans les années 1970. Face à cette domination franco-africaine, des Africains ont tenté de se révolter et pour conserver leur trône, leurs dictateurs ont désigné des boucs émissaires : ce fut le cas en Côte d'Ivoire et au Rwanda. Dans ce dernier pays, au moment du génocide la

France a livré des armes, versé de l'argent aux massacreurs qui ont tué 1 million de personnes en 3 mois, et les a défendu à l'ONU.

De nos jours, les **conséquences** d'un tel phénomène demeurent **dramatiques** surtout en Afrique. Peu à peu la corruption s'est propagée jusqu'au bas de ces sociétés. Les services publics comme la Santé et l'Education ont été sacrifiés. Les dirigeants doivent maintenir leur population dans l'ignorance et la pauvreté pour que leur pouvoir ne soit pas contesté : « **ces Etats néocoloniaux n'ont aucun intérêt au développement économique** » ! Des entreprises françaises, britanniques, étasuniennes, continuent de piller ce continent sans état d'âme avec l'appui de leurs Etats respectifs.

Ce livre de F-X Verschave a le grand mérite de décoder de manière synthétique et claire un système complexe, opaque et apparemment bien huilé qui a uni et uni toujours la France et certains Etats africains.

Marielle

ABCR - Communiqué de presse du 24 mars 2007

Notre permanent Nicolas Moiroux, également administrateur départemental de la FCPE, a été mis en garde à vue hier vendredi 23 mars de 16h à 21h au commissariat de Béziers.

Essentiellement détaché par l'ABCR pour organiser et suivre la scolarisation des enfants des familles Roms (Route de Maraussan mais également Cantagal) il se trouvait au Tribunal de Béziers (où se déroulait le procès de certains membres de la communauté) auprès des familles avec lesquelles il entretient des relations suivies.

A l'annonce du verdict, les épouses et parents des condamnés, pour lesquels l'accès à la salle d'audience avait été refusé en ce dernier jour de procès, manifestaient leur désarroi face aux CRS présents devant le tribunal.

Nicolas Moiroux, qui tentait d'apaiser les familles, s'est interposé pacifiquement entre les deux parties (sans nulle intention héroïco-belligère) notamment pour protéger une mère de famille gravement malade (alors qu'une autre venait de s'évanouir). Lorsque les grilles ont été ouvertes pour le passage des fourgons cellulaires et que les CRS ont chargé avec une force disproportionnée pour dégager le passage.

Immédiatement agressé par «des» CRS il était jeté au sol, frappé, menotté et violemment propulsé à l'intérieur du Tribunal, à nouveau malmené et enfin projeté contre un présentoir dont le verre éclatait sous le choc.

Pris en charge par les policiers de Béziers ce fut là la fin des mauvais traitements . conduit au Commissariat de Béziers il y était mis en garde à vue par décision du Procureur.

Au cours de celle-ci le médecin appelé pour l'examiner, conformément à la loi, a constaté les violences subies, confirmées le lendemain matin par un autre médecin.

AGENDA AGENDA AGENDA

13 avril à 20h au Palace Béziers film « **Volem rien foutre al pais** » en présence de son auteur, Pierre Carles.

14 avril de 14h à 18 h à la Pastorale 16 rue de la Rotonde Béziers **Rencontre-débat sur la fiscalité.**

25 avril à 20h45 au théâtres des Franciscains : **Land and freedom** film de Ken Loach

6 mai **Ste Prudence.**

12 et 13 mai **Rencontre de comités locaux** des ATTAC d'Europe à Toulouse.

19 et 20 mai **Conférence Nationale des Comités locaux** à Montreuil.

2 au 8 juin **Contre sommet du G8** à Rostock (Allemagne).